

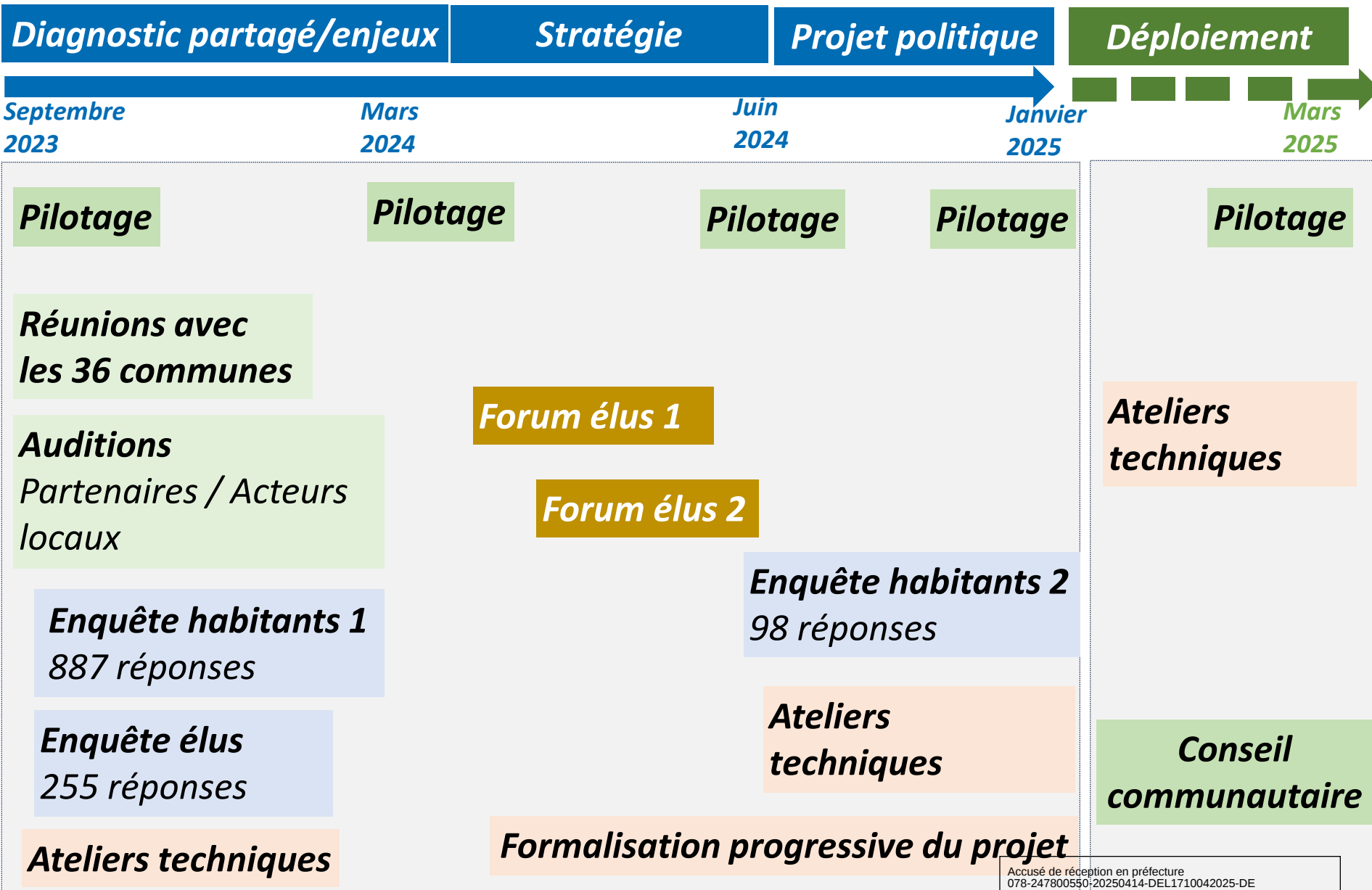


PROJET DE TERRITOIRE

« Un territoire au développement équilibré maîtrisé et harmonieux »

Conseil des maires - 14 janvier 2025

Une démarche co-construite



Notre stratégie :

« Un territoire au développement équilibré, maîtrisé et harmonieux »

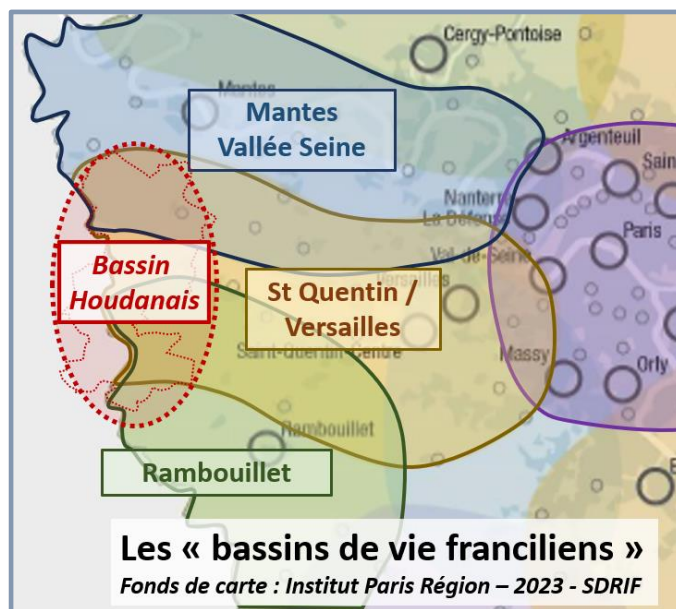
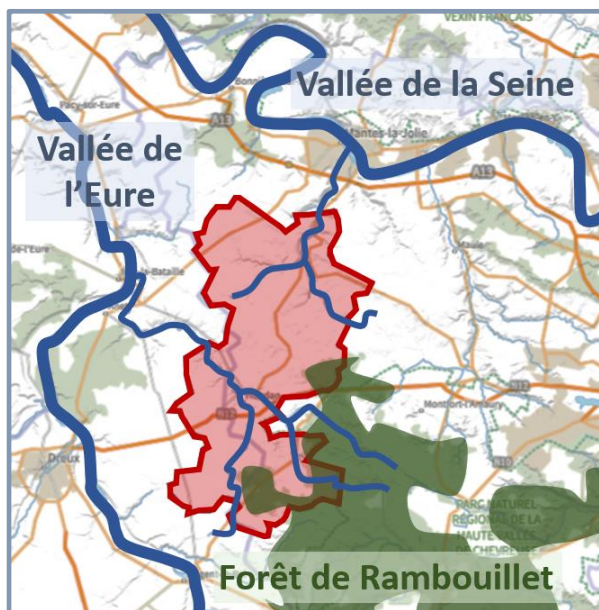
Nos fondamentaux de développement

Un territoire de vie
et de travail

Un territoire de toutes
les proximités

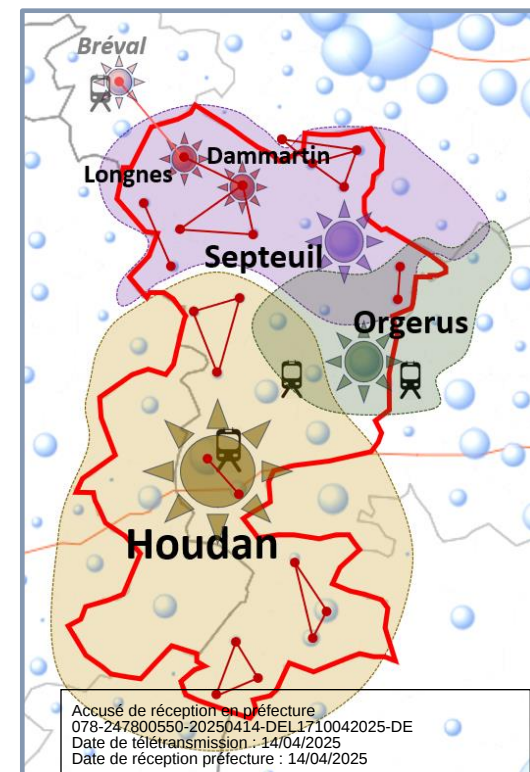
Un territoire engagé et
pragmatique sur la
transition écologique

Une méthode partenariale de coopération



Les « bassins de vie franciliens »

Fonds de carte : Institut Paris Région – 2023 - SDRIF

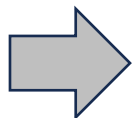


Accusé de réception en préfecture
078-247800550-20250414-DEL1710042025-DE
Date de télétransmission : 14/04/2025
Date de réception préfecture : 14/04/2025

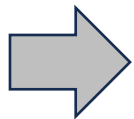
Une méthode partenariale de coopération

Enjeux et acquis

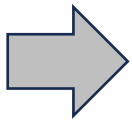
- *Implication, dans le même élan, du couple « communes / communauté de communes » sur **des objectifs partagés et sur des principes de solidarité***
- *Pour la CCPH, renforcement de **son rôle d'animateur et de coordinateur** à l'échelle du territoire*
- *Organisation d'un travail nécessairement **multi partenarial** (communes, habitants, acteurs locaux, institutions...)*



Un pacte citoyen et partenarial



Un pacte CCPH/Communes »

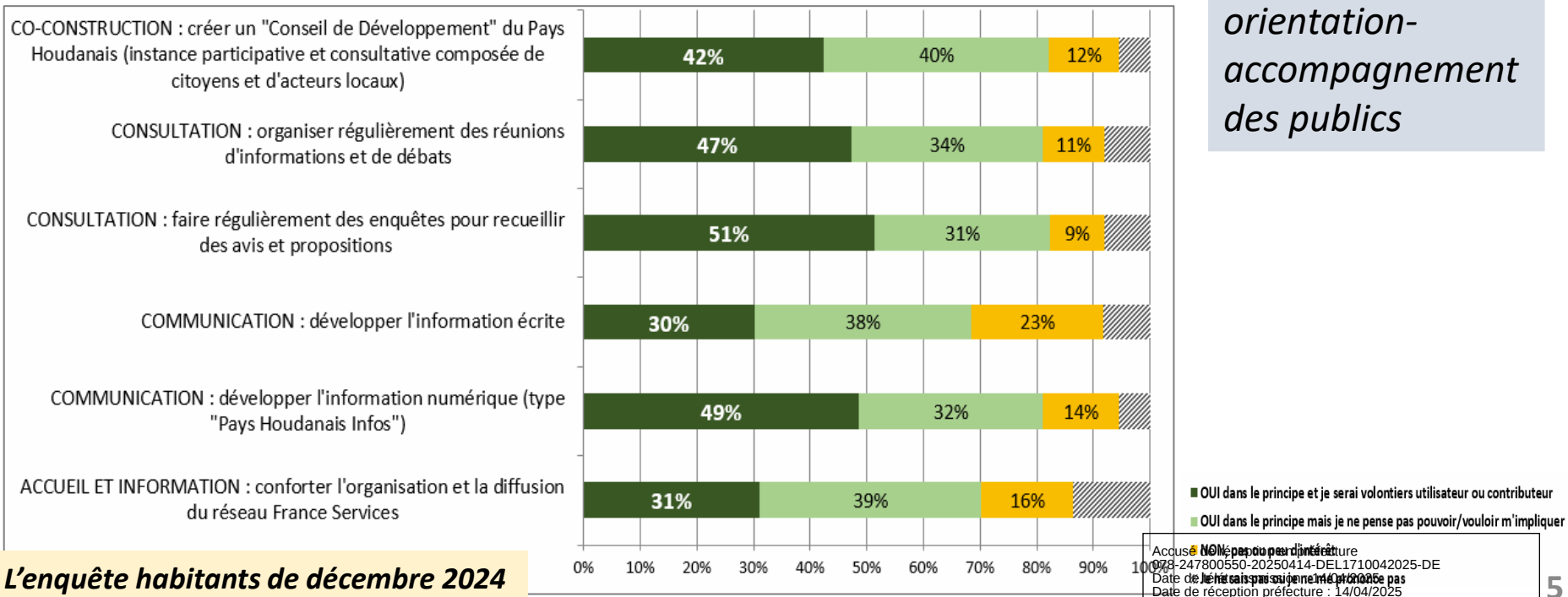


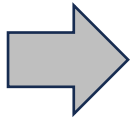
Un pacte citoyen et partenarial

- Développer et diversifier les outils visant **la participation citoyenne**
- Rapprocher le citoyen du **service public local ou national**
- Conforter et développer les partenariats avec les **acteurs socio-économiques locaux**
- Anticiper et valoriser les **logiques coopératives et contractuelles** avec les partenaires institutionnels

Mise en place d'un
Conseil de
Développement
du Pays
Houdanais

Organiser l'offre
d'accueil-
information-
orientation-
accompagnement
des publics





Un pacte CCPH/Communes »

- Renforcer les démarches visant **l'interconnaissance et la coopération** entre élus et services communautaires et communaux
- Conforter l'implication des **conseillers municipaux**
- Développer les thématiques de **mutualisation** et en faire un levier d'interactions et de partenariats accrus
- Structurer et animer la **mise en œuvre** à venir **du projet de territoire**
- Consolider nos **solidarités financières et fiscales**

Evènements
pédagogiques

CCPH : centre
de ressources

Diagnostic RH
CCPH / Communes

Evaluation de la capacité d'investissement
pour les 10 prochaines années

Réflexion sur le mécanisme de
reversement de la taxe d'aménagement

Adopter un règlement de fonds de concours en
cohérence avec le projet de territoire

Rappel du diagnostic financier du territoire

Le diagnostic financier portait à la fois sur les comptes de la Communauté et celui des communes. Le diagnostic avait mis en évidence :

1. Une situation financière agrégée (communes et EPCI) satisfaisante

Taux épargne brute
13% (5,3M€)

13M€ investis par an

Encours de dette
20M€
4 ans délai de désendettement

2. Un territoire fortement intégré

CCPH
39% des dépenses fonctionnement

CCPH
24% des dépenses investissement

CIF de la CCPH
44 % en 2023
(moyenne nationale CC FPU de 39,8%)

3. La Communauté présente une situation financière saine

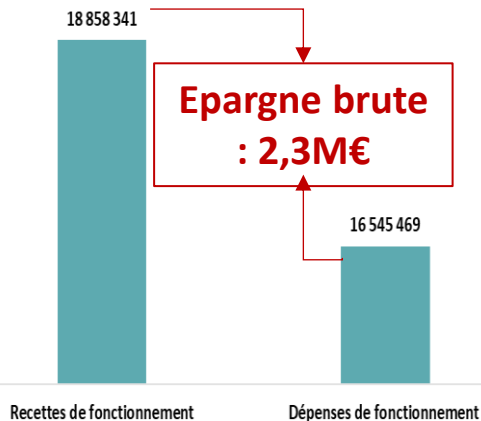
Epargne brute
1,5M€ en 2022 (9% RRF)

Dette
1,8M€ en 2022
1,2 ans délai de désendettement

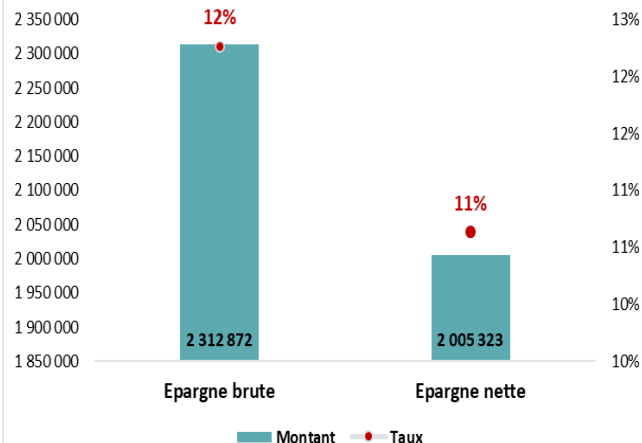
Fonds de roulement
1,7M€ (30 jours de dépenses)

Quelles marges de manœuvre pour les années futures?

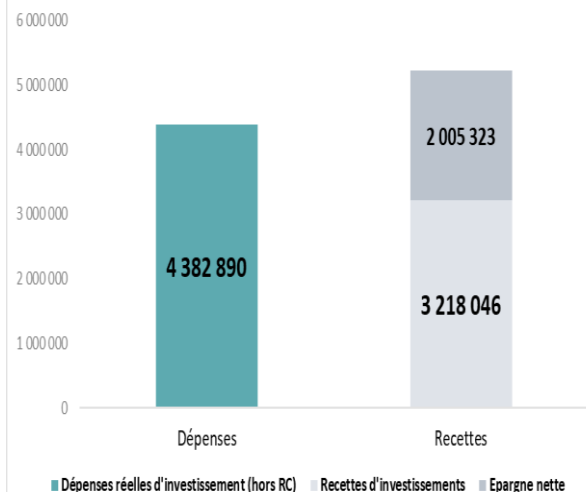
Solde section de fonctionnement CA 2023



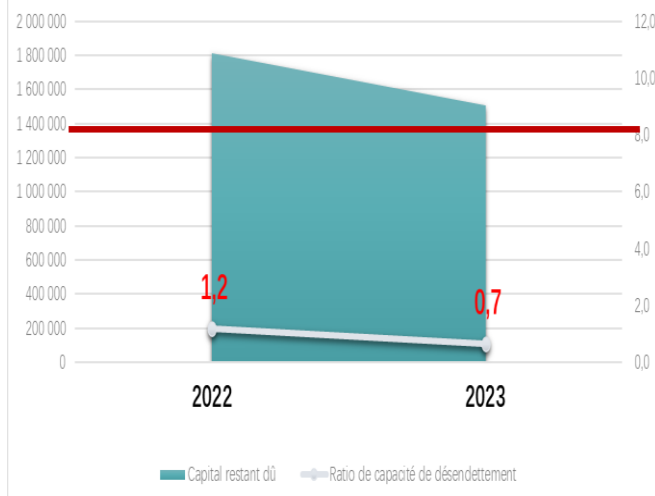
Epargne et taux d'épargne



Investissements et financements



Evolution de la solvabilité de la Communauté



Situation très satisfaisante de la Communauté en 2023

Une épargne brute et nette globalement positive. Epargne peu impactée par le poids de la dette.

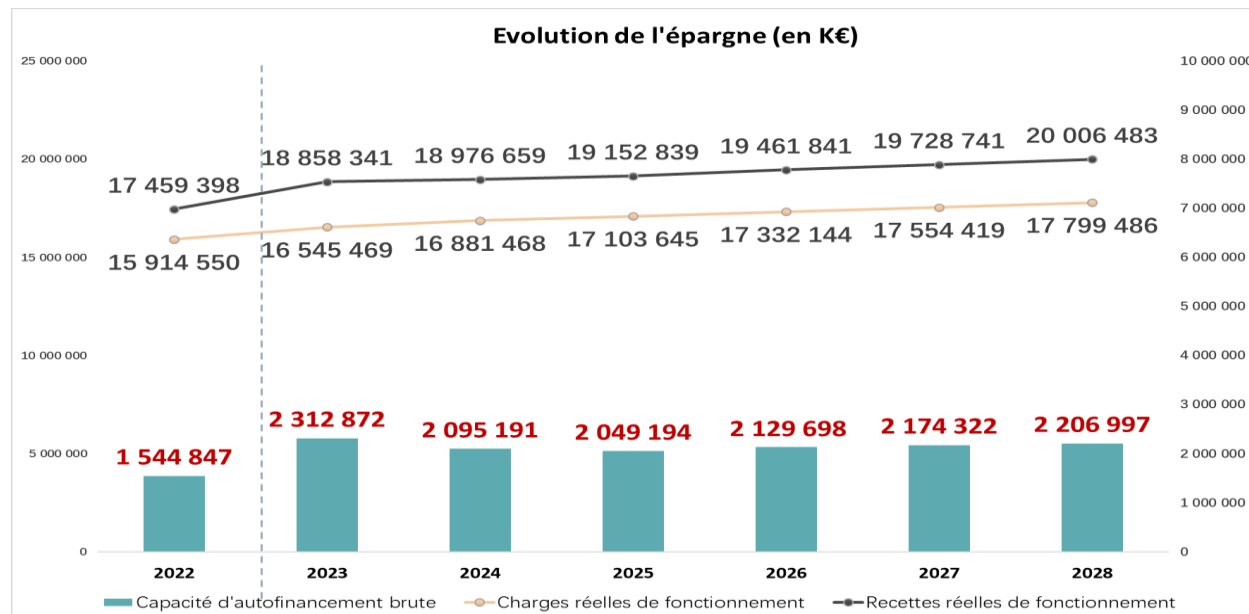
Investissements couverts par des ressources subventions et par l'épargne (73%)

Des marges de manœuvre sur la dette

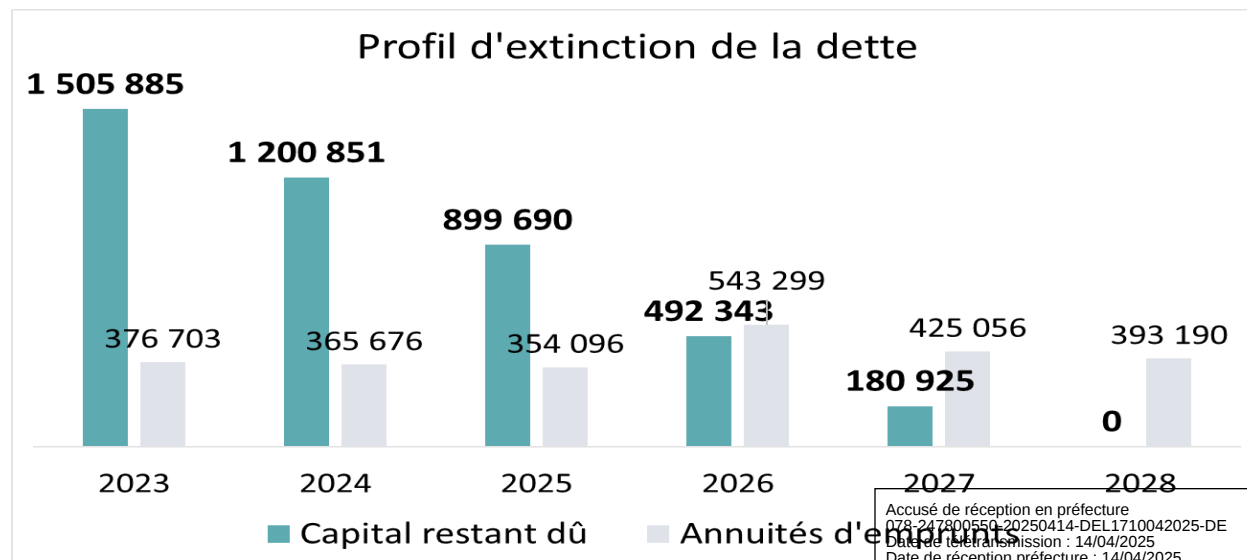
- Taux d'endettement : 8% des recettes de fonctionnement
- Ratio de capacité de désendettement inférieur à 1 an.

Quelles marges de manœuvre pour les années futures? Vue en fonctionnement

**En fonctionnement
une quasi-stabilité
de l'épargne
(1,8M€ par an soit
9 M€ sur 5 ans)**



L'absence de dette



Quelles marges de manœuvre pour les années futures? Les projets d'investissement déjà programmés

Les investissements seraient concentrés sur les années 2025 et 2026. En 2027 et 2028, nous supposons une enveloppe annuelle d'investissements de 3M€ (financée à 50% par des ressources extérieures – dont 15% par FCTVA et 35% par subventions).

	2025	2026	2027	2028	Total période
Coût net construction ALSH	861 782	1 525 565	0	0	2 387 347
Dépenses d'investissement	1 998 000	3 798 000	0	0	5 796 000
<i>2 ALSH pour 2026</i>	<i>1 998 000</i>	<i>1 998 000</i>			<i>3 996 000</i>
<i>1 ALSH</i>		<i>1 800 000</i>			<i>1 800 000</i>
Recettes	1 136 218	2 272 435	0	0	3 408 653
<i>Subventions</i>	<i>900 000</i>	<i>1 800 000</i>			<i>2 700 000</i>
<i>FCTVA</i>	<i>236 218</i>	<i>472 435</i>			<i>708 653</i>
Coût net Construction siège		2 929 800			2 929 800
Boucle Cyclable	150 000	150 000	150 000	150 000	600 000
Ruissellement	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
Transition énergétique	250 000	250 000	250 000	250 000	1 000 000
Total coût net	1 361 782	4 955 365	500 000	500 000	7 676 747

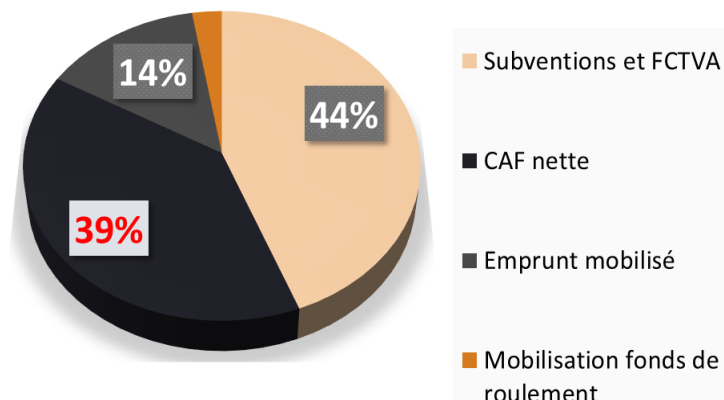
La réalisation des investissements prévus ne modifie pas les bons indicateurs financiers de la CCPH

4,1M€ investis par an (20M€) seraient couverts pour 44% par des ressources extérieures (subventions et FCTVA) et 39% par l'épargne. Ainsi, 88% des investissements seraient financés par des ressources propres.

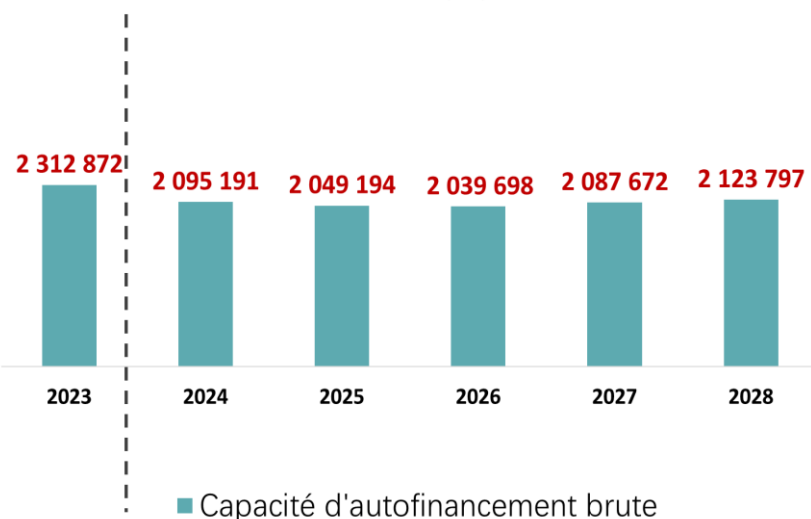
Seuls 14% seraient financés par emprunts nouveaux (3M€ sur la période).

L'épargne serait quasi-stable sur la période tandis que la dette resterait largement maîtrisée

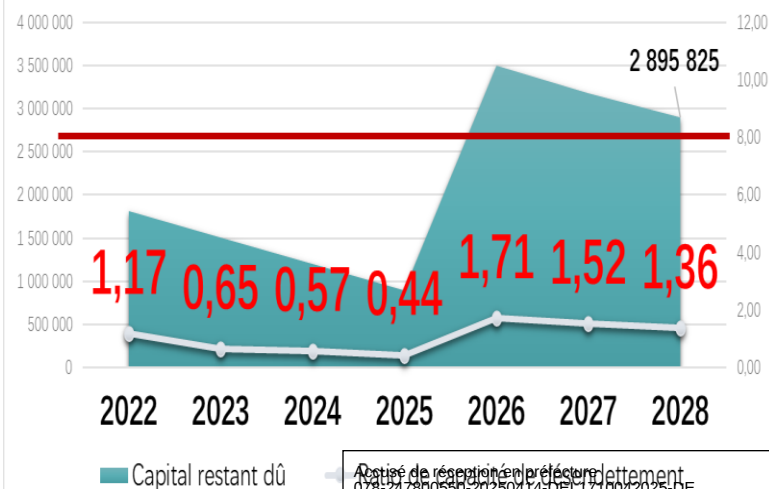
Financement des investissements (2021-2026)



Evolution de l'épargne (en K€)



Evolution de la solvabilité de la Communauté

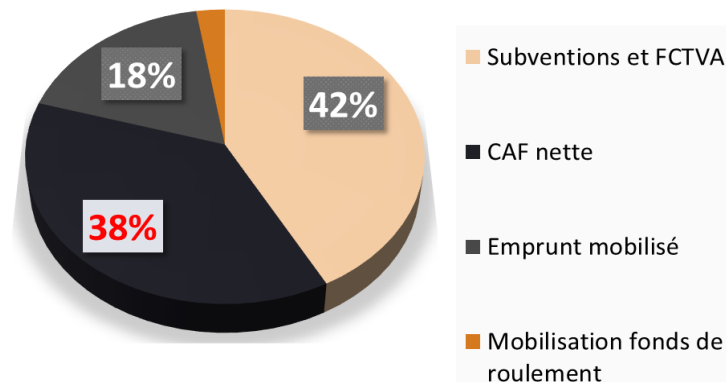


Un investissement économique (hôtel-pépinières d'entreprise) supplémentaire ne modifierait pas la trajectoire

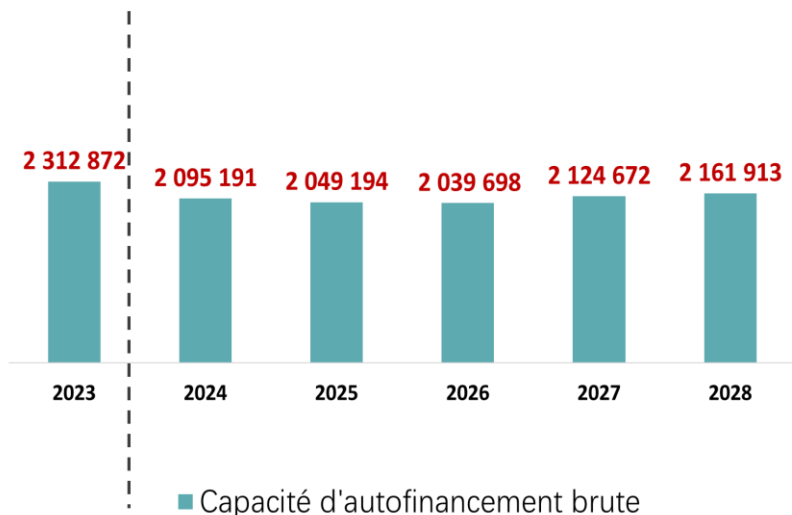
En supposant la construction d'un équipement économique (3M€) dont une partie serait financé par emprunts (1M€ couverts par les loyers à percevoir, la situation serait globalement stable.

Seul le ratio de désendettement serait en légère augmentation mais resterait largement maîtrisable.

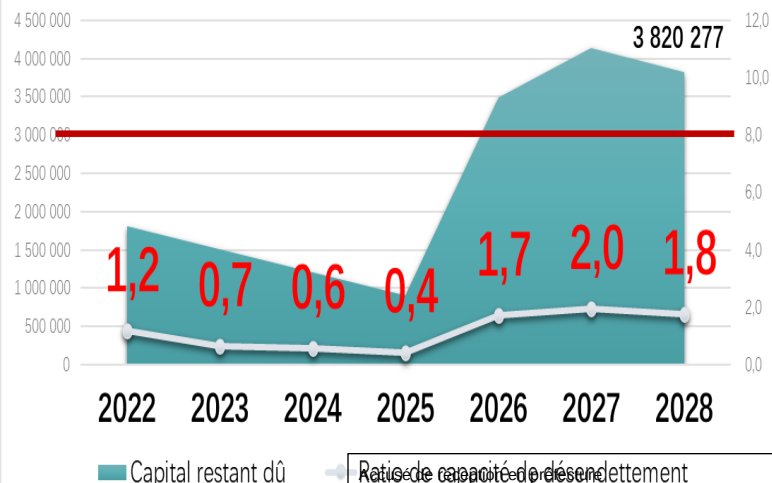
Financement des investissements (2021-2026)



Evolution de l'épargne (en K€)



Evolution de la solvabilité de la Communauté



Ratio de capacité de désendettement
078-247800550-20250414-DEL1710042025-DE
Date de télétransmission : 14/04/2025
Date de réception préfecture : 14/04/2025

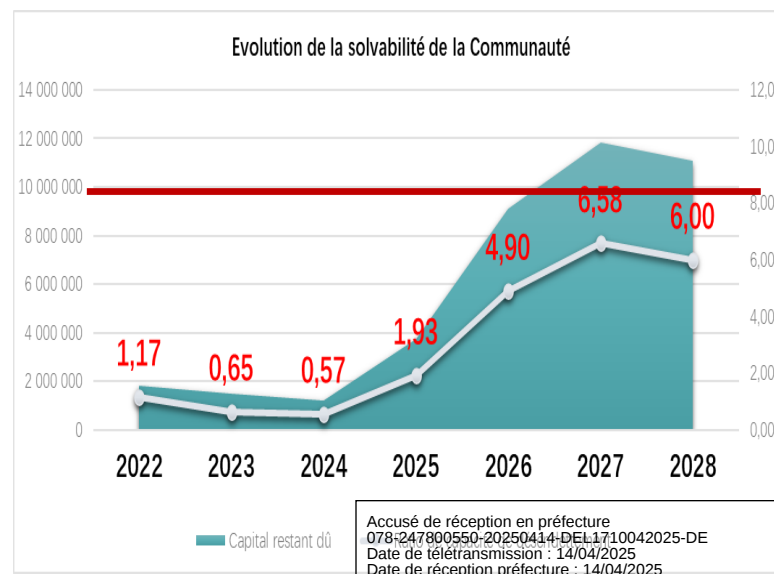
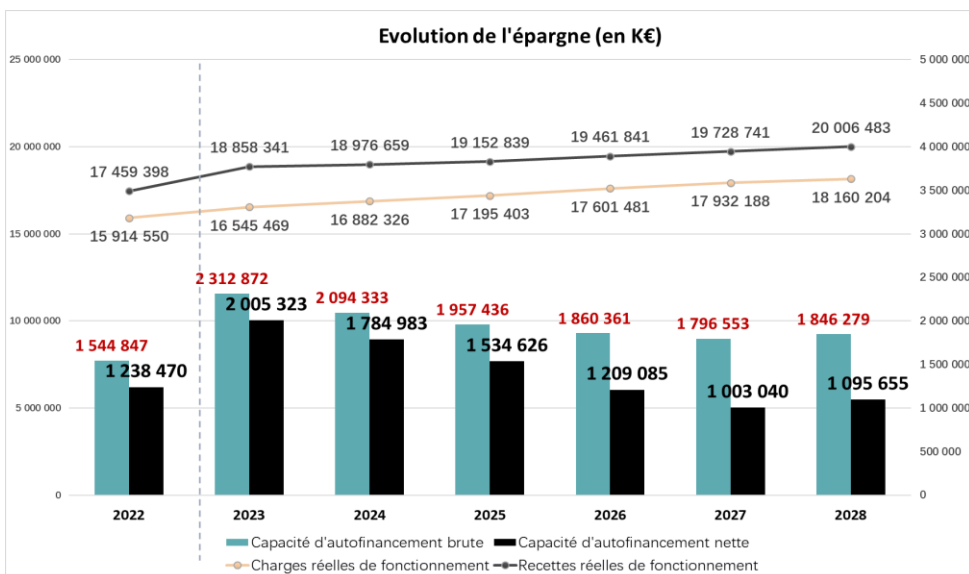
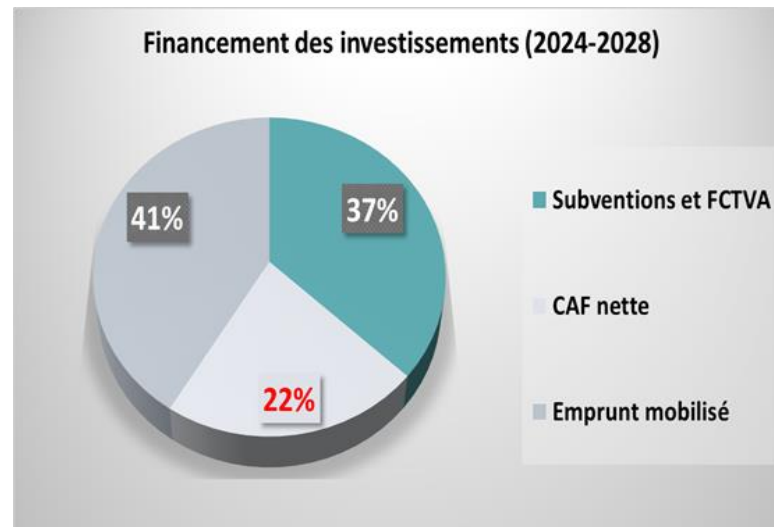
Scénario maximaliste : 15M€ supplémentaires sur 4 ans soit 30M€

30M€ d'investissements sur 4 ans nécessite 12,5M€ d'emprunts supplémentaires.

Cela impactera le niveau d'épargne nette qui se situerait en 2028 à 1M€

Le ratio de désendettement sera à 6 ans et la dette (11M€ en 2028) représenterait 60% des recettes de fonctionnement

Retrouver des équilibres proches de 2023 (1,9M€ d'épargne, et 1,8M€ de fonds de roulement) et un ratio de désendettement plus faible (4 ans) supposerait un ajustement de 600K€ par an environ.

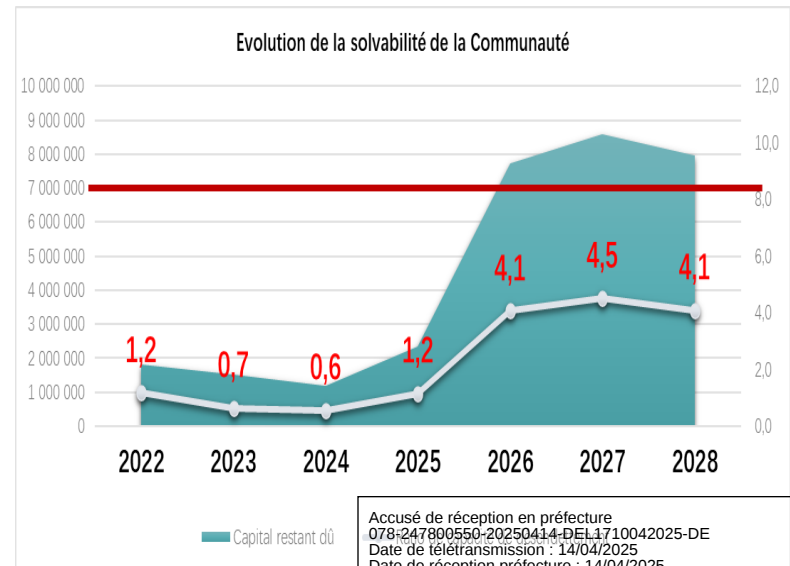
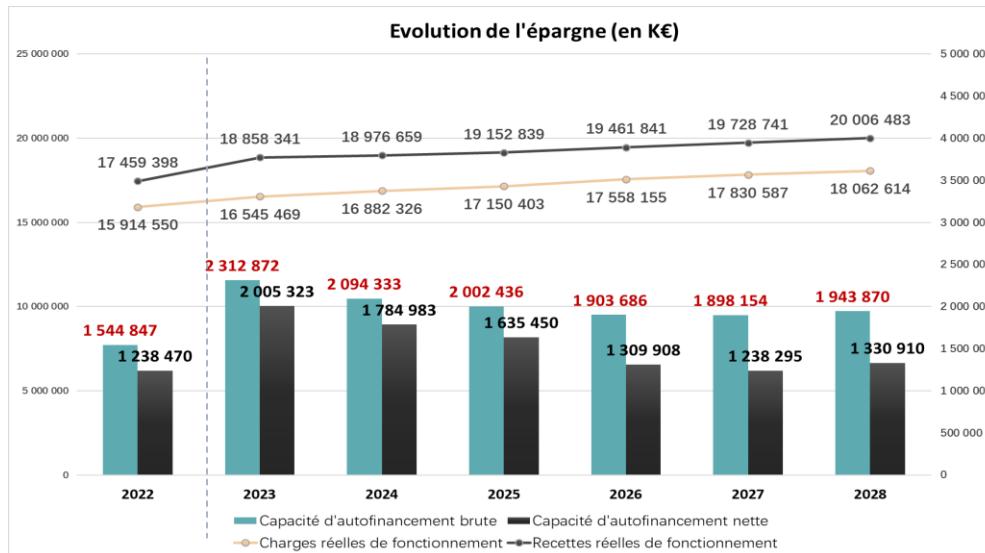
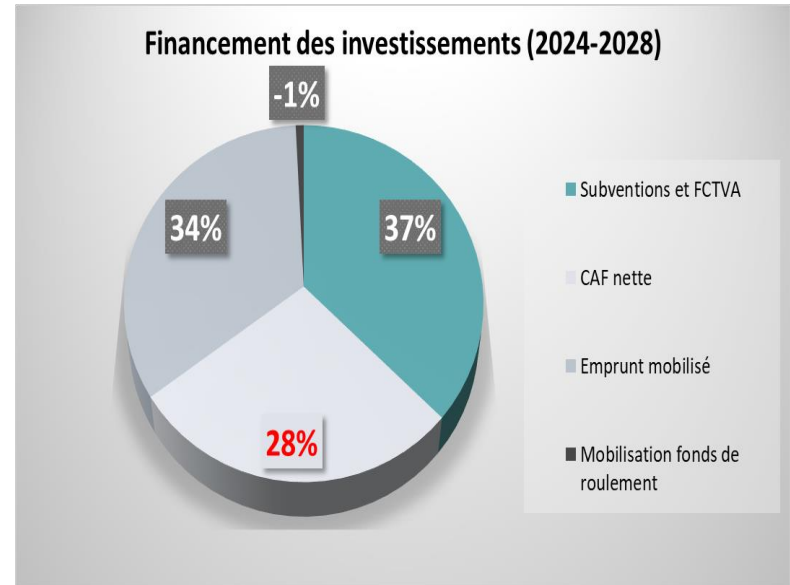


Scénario médian : 25M€ sur 4 ans soit 10M€ supplémentaires aux programmes déjà engagés

Pour réaliser ces dépenses, la CCPH devrait mobiliser 9M€ d'emprunts nouveaux.

Cela impacterait le niveau d'épargne nette qui se situerait en 2028 à 1,3M€

Le ratio de désendettement sera à 4 ans et la dette (8M€ en 2028) représenterait 43% des recettes de fonctionnement



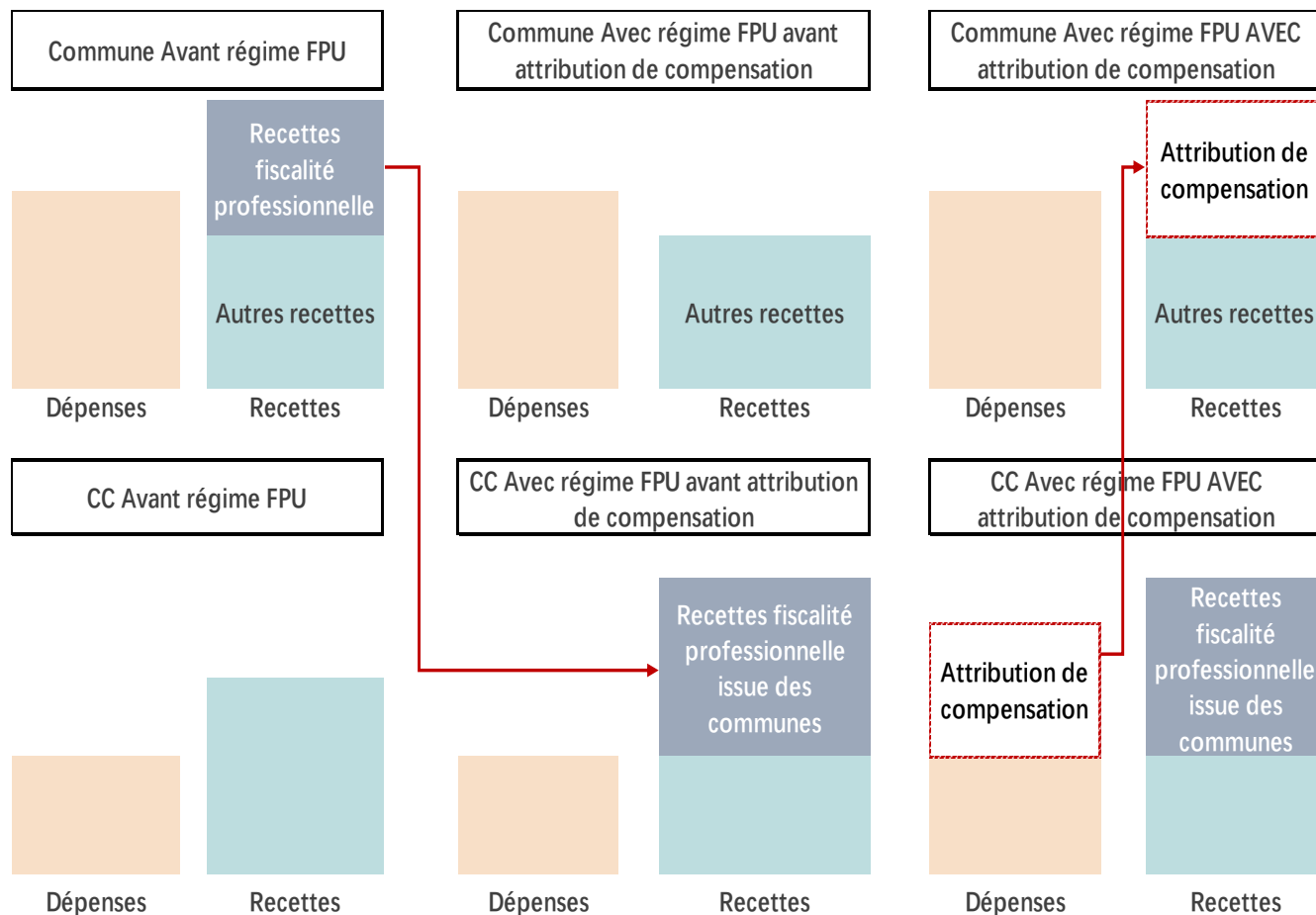
Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Rappel du mécanisme des attributions de compensation

L'attribution de compensation est un flux financier obligatoire.

Deux parts :

- ✓ **1^{ère} part** : les produits perçus par la Communauté en lieu et place des communes. La CC doit compenser le transfert de ces produits à date de leur transfert.

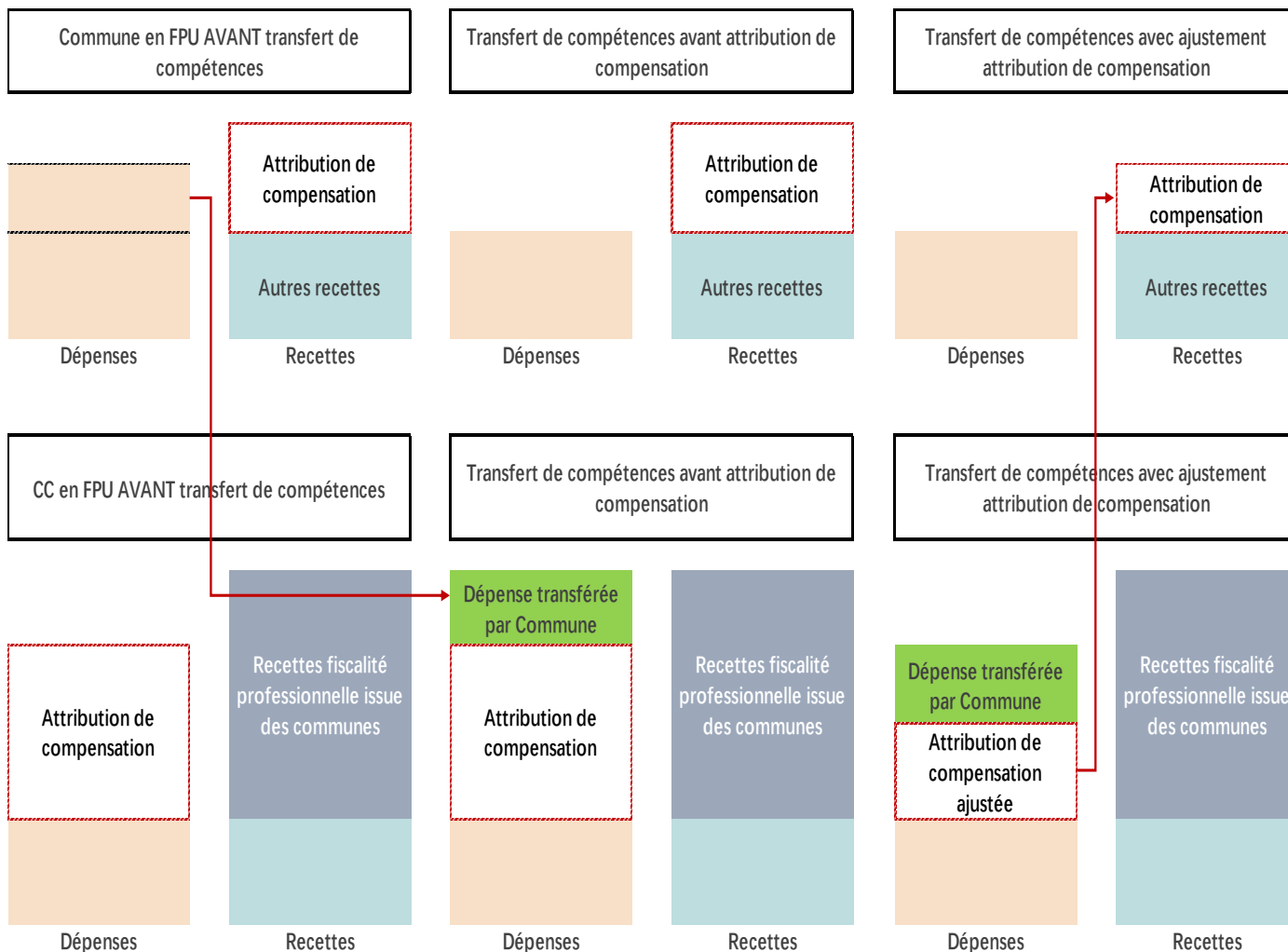
- ✓ **La 2^{nde} part** correspond aux charges transférées des communes vers la Communauté (diapositive suivante). Le transfert des compétences vient minorer la première part acquittée par la CC.



Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité — Rappel du mécanisme des attributions de compensation

Dans l'exemple ci-contre, lorsque la commune transfère une compétence à la Communauté, elle doit lui « donner les moyens » de financer cette compétence.

Dans ce cas, le coût du transfert vient minorer l'attribution de compensation.



Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Rappel du mécanisme des attributions de compensation

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Adainville									-13 507,81	-19 235,27	-19 235,27	-19 235,27	-19 219,24	-19 219,24	-19 219,24	-19 259,19	-23 417,79	-27 576,40	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39	-27 576,39
Bazainville			236 331,34	236 331,34	236 331,34	236 331,34	231 379,47	226 172,14	225 917,47	218 293,09	218 293,09	218 293,09	218 288,77	218 288,77	218 288,76	218 293,22	208 339,05	198 384,84	198 384,88	198 384,88	198 384,88	198 384,88	198 384,88	198 384,88	196 451,67	196 451,67
Boinvilliers									6 097,94	2 387,73	2 516,99	2 452,36	2 457,40	2 457,40	2 457,40	2 459,13	2 399,13	2 339,13	2 339,13	2 339,13	2 339,13	2 339,13	2 339,13	782,63	782,63	782,63
Boissets			7 864,39	7 864,39	7 864,39	7 864,39	6 959,92	6 583,32	6 583,32	2 895,38	2 895,38	2 895,38	2 892,76	2 892,76	2 892,76	2 893,28	1 337,70	-217,87	-217,87	-217,87	-217,87	-217,87	-217,87	-217,87	-217,87	-2 022,21
Bourdonné									8 741,70	3 162,38	3 162,38	3 162,38	3 161,91	3 161,91	3 161,91	3 165,49	977,53	-1 210,44	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43	-1 210,43
Boutigny-Prouais			43 657,89	43 657,89	43 657,89	43 657,89	37 264,65	31 494,85	29 246,85	23 265,06	23 265,06	23 265,06	23 269,44	23 269,44	23 269,44	23 272,34	8 846,05	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24	-5 580,24
Champagne			6 964,18	6 964,18	6 964,18	6 964,18	6 196,00	6 136,40	6 136,40	2 460,31	2 460,31	2 460,31	2 457,28	2 457,28	2 457,28	2 458,01	-134,05	-2 726,16	0,00							
Civry-la-Forêt			33 272,91	33 272,91	33 272,91	33 272,91	31 992,61	31 539,31	31 539,31	26 000,96	26 000,96	26 000,96	26 003,34	26 003,34	26 003,34	26 004,25	24 080,78	22 080,90	22 080,90	22 080,90	22 080,90	22 080,90	22 080,90	22 080,90	22 080,90	
Condé-sur-Vesgre									-5 780,22	-11 581,57	-11 581,57	-11 581,57	-11 570,99	-11 570,99	-11 570,99	-11 594,74	-17 777,13	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	-23 959,52	
Courgent									-1 215,51	-6 790,62	-6 790,62	-6 790,62	-6 782,07	-6 782,07	-6 782,07	-6 805,33	-8 785,68	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	-10 766,04	
Dammartin en Serve									8 019,86	2 470,61	2 030,85	2 250,73	2 258,30	2 258,30	2 258,30	2 264,74	1 170,66	76,56	76,57	76,57	76,57	76,57	76,57	76,57	76,57	
Dannemarie									-2 100,07	-5 804,18	-5 804,18	-5 804,18	-5 799,00	-5 799,00	-5 799,00	-5 811,78	-6 724,31	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	-7 636,84	
Flins Neuve Eglise									-1 905,11	-5 570,71	-5 570,71	-5 570,71	-5 569,28	-5 569,28	-5 569,28	-5 573,27	-5 724,39	-5 875,50	-5 875,50	-5 875,50	-5 875,50	-5 875,50	-5 875,50	-6 989,00	-6 989,00	
Goussainville			38 169,12	38 169,12	38 169,12	38 169,12	35 100,53	34 764,93	34 764,93	30 888,75	30 888,75	30 888,75	30 889,44	30 889,44	30 889,44	30 887,09	23 563,84	16 240,56	13 514,45	13 514,45	13 514,45	13 514,45	13 514,45	13 514,45	13 514,45	
Grandchamp									-2 745,67	-8 255,43	-8 255,43	-8 255,43	-8 260,08	-8 260,08	-8 260,08	-8 252,36	-10 469,63	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	-12 686,90	
Gressey			13 048,42	13 048,42	13 048,42	13 048,42	11 070,15	10 711,85	10 711,85	5 114,08	5 114,08	5 114,08	5 113,09	5 113,09	5 113,09	5 116,14	1 482,45	-2 151,26	-2 151,25	-2 151,25	-2 151,25	-2 151,25	-2 151,25	-2 151,25	-2 151,25	
Havelu			1 718,71	1 718,71	1 718,71	1 718,71	1 297,45	1 163,45	1 163,45	1 150,27	1 103,35	1 126,81	1 126,69	1 126,69	1 126,69	1 127,27	588,98	50,64	50,69	50,69	50,69	50,69	50,69	50,69	50,69	
Houdan			924 096,70	924 096,70	924 096,70	924 096,70	911 145,02	838 371,15	790 287,76	772 005,43	667 617,28	665 929,01	665 967,74	665 967,74	665 967,74	665 969,77	647 128,67	628 287,60	584 109,75	584 109,75	584 109,75	584 109,75	584 109,75	584 109,75	584 109,75	
La Hauteville																53 963,22	52 785,62	51 608,02	51 608,02	51 608,02	51 608,02	51 608,02	51 608,02	51 608,02	51 608,02	
Le Tartre Gaudran													-2 513,44	-2 513,44	-2 513,44	-2 513,17	-2 597,44	-2 681,72	-2 681,71	-2 681,71	-2 681,71	-2 681,71	-2 681,71	-2 681,71	-2 681,71	
Longnes									2 682,69	-5 006,92	-5 006,92	-5 006,92	-4 999,44	-4 999,44	-4 999,44	-5 023,16	-6 370,55	-7 717,94	-7 717,94	-7 717,94	-7 717,94	-7 717,94	-7 717,94	-7 717,94	-16 518,94	
Maulette									194 728,35	189 044,00	189 044,00	189 044,00	189 048,14	189 048,14	189 048,14	189 054,03	182 814,38	176 574,72	176 574,72	176 574,72	176 574,72	176 574,72	176 574,72	176 574,72	176 574,72	
Mondreville									-1 597,85	-7 148,93	-7 148,93	-7 148,93	-7 145,83	-7 145,83	-7 145,83	-7 155,75	-7 483,97	-7 812,20	-7 812,19	-7 812,19	-7 812,19	-7 812,19	-7 812,19	-7 812,19	-7 812,19	
Montchauvet									-4 883,58	-10 401,24	-10 401,24	-10 401,24	-10 402,23	-10 402,23	-10 402,23	-10 401,77	-10 811,67	-11 221,58	-11 221,57	-11 221,57	-11 221,57	-11 221,57	-11 221,57	-11 221,57	-12 922,07	
Mulcent									356,44	-3 278,34	-3 278,34	-3 278,34	-3 280,02	-3 280,02	-3 280,02	-3 275,55	-3 711,24	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	-4 168,74	
Orgerus													-7 240,50	-7 240,50	-7 240,50	-7 222,23	-23 375,81	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	-39 529,39	
Orvilliers								-4 827,61	-4 827,61	-5 428,26	-5 428,26	-5 428,26	-5 432,18	-5 432,18	-5 432,18	-5 420,25	-11 031,95	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	-16 643,64	
Osmoy									11 113,91	7 380,59	7 380,59	7 380,59	7 383,20	7 383,20	7 383,20	7 388,92	4 005,50	622,08	622,08	622,08	622,08	622,08	622,08	622,08	622,08	
Prunay le Temple									-4 774,38	-10 308,57	-10 308,57	-10 308,57	-10 311,90	-10 311,90	-10 311,90	-10 305,66	-13 882,31	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	-17 458,96	
Richembourg			81 849,42	81 849,42	81 849,42	81 849,42	76 104,59	69 517,06	67 208,60	61 283,21	61 283,21	61 283,21	61 288,87	61 288,87	61 288,87	61 293,38	51 026,14	40 436,50	40 436,50	40 436,50	40 436,50	40 436,50	40 436,50	40 436,50	40 436,50	
Rosay																61 747,01	60 659,57	59 572,13	59 572,13	59 572,13	59 572,13	59 572,13	59 572,13	59 572,13	59 572,13	
Septeuil									180 458,31	156 335,66	157 310,88	156 822,82	156 847,95	156 847,95	156 847,95	156 855,55	141 723,18	126 590,52	126 590,53	126 590,53	126 590,53	126 590,53	126 590,53	121 254,36	121 254,36	
St Lubin de la Haye						196 695,00	196 695,00	196 129,76	196 023,10	190 313,25	190 677,11	190 495,18	190 488,42	190 488,42	190 488,42	190 498,21	184 716,38	178 934,52	178 934,56	178 934,56	178 934,56	164 514,50	164 514,50	164 514,50	164 514,50	
St Martin des Champs									16 834,68	11 298,33	11 298,33	11 298,33	11 299,98	11 299,98	11 299,98	11 302,13	9 229,61	7 157,04	7 157,09	7 157,09	7 157,09	7 157,09	7 157,09	7 157,09	7 157,09	
Tacoinnières			33 982,87	33 982,87	33 982,87	33 982,87	30 009,81	29 036,21	28 526,21	22 754,93	22 754,93	22 754,93	22 757,79	22 757,79	22 757,79	22 764,75	14 870,35	6 975,96	6 975,96	6 975,96	6 975,96	6 975,96	6 975,96	6 975,96	6 975,96	
Tilly									1 067,40	-4 517,44	-4 517,44	-4 517,44	-4 518,18	-4 518,18	-4 518,18	-4 516,79	-5 084,63	-5 652,48	-5 652,47	-5 652,47	-5 652,47	-5 652,47	-8 241,97	-8 241,97	-8 241,97	
Villette																75 472,32	74 869,65	74 266,98	74 266,98	74 266,98	74 266,98	74 266,98	74 266,98	74 266,98	74 266,98	

Accusé de réception en préfecture
078-247800550-20250414-DEL1710042025-DE
Date de télétransmission : 14/04/2025
Date de réception préfecture : 14/04/2025

Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Quels outils à disposition ?

	Fonds de concours	Outils de mutualisation	Dotation de solidarité communautaire	Répartition du FPIC	Taxe d'aménagement
Grand Paris Seine et Oise	Plusieurs thématiques (équipements scolaires, périscolaires, rénovation thermique des bâtiments, travaux entretien, équipements culturels et sportifs, espace public, mobilité...). En 2024, 1,8M€ versés aux collectivités pour des projets de 6,8M€ (soit 26% du coût total). Trois plafonds sont prévus selon la population communale (< 1 000 habitants, < 3500 habitants, <5 000 habitants)	- Services communs (ADS) - Appui en ingénierie - Mise en réseau - Mise à disposition de services numériques et logiciels - Mutualisation des achats	- Obligatoire dans le cas de la création de la CU au regard des écarts importants de richesses entre les précédents territoires - DSC de 1M€ répartie selon plusieurs critères (écart de potentiel pour 80%, écart de revenus, 20% , effort fiscal, pondération par moyenne de la strate)	- Répartition selon le droit commun	- Instituée de plein droit dans les Communautés urbaines, - Taux fixé à 5% en 2023 après avoir conservé les taux communaux.
Saint-Quentin en Yvelines	Part fixe de 1M€ + part variable selon population (32M€ sur 4 ans) + fonds de concours spéciaux (équipements culturels, événements)	Schéma de mutualisation Service commun ADS		Régime de droit commun	

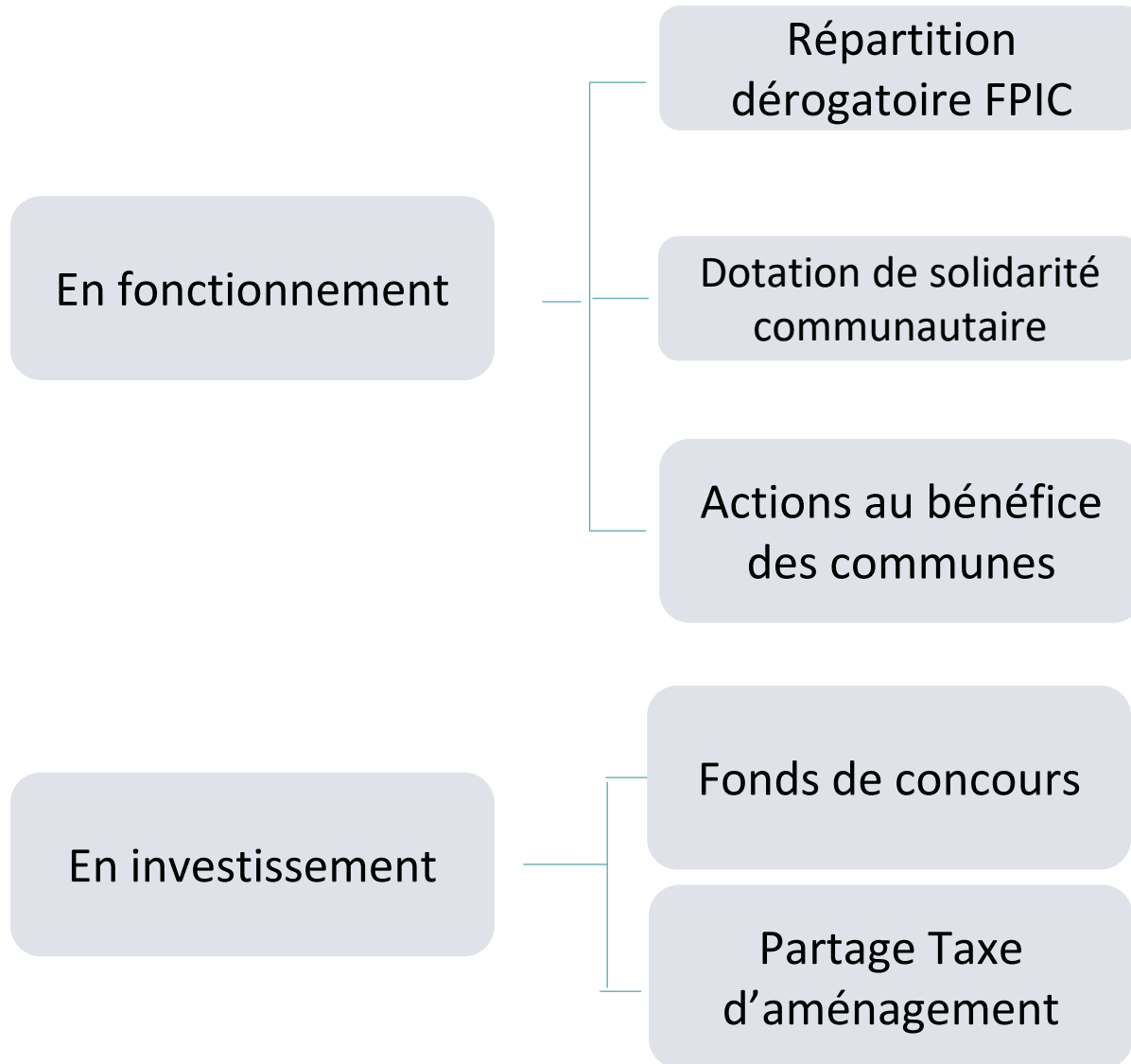
Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Quels outils à disposition ?

	Fonds de concours	Outils de mutualisation	Dotation de solidarité communautaire	Répartition du FPIC	Taxe d'aménagement
CC Portes Euréliennes	Fonds de concours thématiques		- Dotation de solidarité basée sur les critères obligatoires (potentiel financier et revenu) ainsi qu'un critère complémentaire (part forfaitaire). - Montant de 100K€ puis augmenté en 2023	- Prise en charge de 100% des contributions communales par la CC	
CC Gally-Mauldre	La Communauté de Communes de Gally Mauldre prévoit d'affecter au dispositif une enveloppe budgétaire estimée de 3,492 millions d'euros sur 3 ans. -200 € par habitant pour les 1 000 premiers habitants ; -150 € par habitant pour les 1 001e à 2 001e habitants ; -100 € par habitant à partir du 2 002e habitant.	Conventions de prestations de service communication Services partagés entre CC et commune Maule Service commun ADS	- NON	- Prise en charge de 100% des contributions communales par la CC	- 0% (délibération de 2022)

Pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Quels outils à disposition ?

	Fonds de concours	Outils de mutualisation	Dotation de solidarité communautaire	Répartition du FPIC	Taxe d'aménagement
CC Cœur Yvelines	<u>Aides communautaires pour accompagner les projets d'investissement des communes visant à améliorer leur patrimoine.</u> - aménagements de sécurité et accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) ; - maintien du commerce local et de l'artisanat ; - réhabilitation et travaux sur le patrimoine bâti ;réhabilitation, construction, extension des bâtiments scolaires ; - Travaux conduisant à des économies d'énergie ; - Travaux de voirie. <u>+ Fonds spécifiques</u> - Espaces coworking - Maisons médicales - Rénovation énergétique	- Achats mutualisés (électricité, combustibles, fournitures) - Service ADS	- non	- Non	- Non

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité



Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Actions au service des communes hors compétences

	Techniques	Communication	Foncier
Actions au bénéfice des communes	• <u>Mise à disposition de sel de déneigement :</u> ○ Achat du sel : 7 600 € en 2024 ○ Mobilisation de 2 agents des ST pour les livraisons/enlèvements : +- 5 demi-journées • <u>Mise à disposition de seaux d'enrobé à froid :</u> ○ Achat enrobé : 7 500 € en 2024 ○ Mobilisation d'1 agent des ST : +- 35 H	• <u>ACCEO :</u> ○ Coût: 8 311 € TTC / an ○ Moyen humain : 1 personne soit environ 5H par an • <u>Application mobile NÉOCITY :</u> ○ Coût: 10 100 € TTC / an ○ Temps estimé toutes personnes confondues : 250H	• <u>SAFER :</u> ○ Coût: 4 500.00 € HT an SAFER Centre ○ Coût: 1 050.00 € HT an SAFER IDF + 400 € frais de gestion pour la gestion des droits de préemption ○ Nombre DIA : 1245 ○ Nombre d'heures passées : 622 heures (traitement du dossier + courriers + mails)

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Actions au service des communes hors compétences

	Aménagement du territoire	
Actions au bénéfice des communes	• <u>Accompagnement ZAN :</u> ○ Production cartographique : 33h ○ Réunions techniques/Réponses aux questions : environ 10h • <u>Accompagnement OCSGE (communes du 28) :</u> ○ Installation du logiciel et formation : 2h ○ Réunions de travail : environ 12h pour les 4 communes • <u>Conseil en Energie Partagé :</u> ○ Coût : 100 000 euros/an ○ Temps consacré aux réunions de suivi (4/an) : 1 jour • <u>Convention France Renov'</u> ○ Coût : 13 000 euros en 2024 et 40 000 € en 2025 dans le cadre du pacte territorial • <u>Mise à disposition de données statistiques (Profils Ithéa) :</u> ○ Coût: 30 000 euros/an • <u>Accompagnement Parcs et jardins (webinaires et accompagnement technique) :</u> ○ Vérification de la cartographie pour le ZAN, ○ Temps passé : environ 35h • <u>Accompagnement loi APER :</u> ○ Temps passé : environ 25h	• <u>Stationnement vélo :</u> ○ Installation d'arceaux ○ Coût estimé à environ 6 000 € par an. • <u>Programme "Savoir rouler à vélo" : Intervention dans 3 à 5 écoles par an, avec un budget prévisionnel d'environ 6 000 € par an.</u> ○ Coût estimé à environ 6 000 € par an • <u>Inventaire des chemins ruraux :</u> ○ Coût à définir

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité

	Mécanisme	Conditions d'adoption	Impact sur le budget	Commentaires
Dotation de solidarité communautaire	Reversement facultatif de la CC vers les communes Enveloppe décidée par la CC mais répartie en respectant au moins deux critères majoritaires (ils doivent représenter au moins 35% de l'enveloppe) : - Ecart au potentiel financier par habitant; - Ecart au revenu moyen par habitant, - Pondération par la population Possibilité d'ajouter des critères complémentaires	Adoption à la majorité des deux tiers des suffrage exprimés du conseil communautaire	Dépense de Fonctionnement pour la CC et recette de fonctionnement pour les communes	- Outil très utilisé au moment de la taxe professionnelle mais seul ¼ des EPCI l'appliquent dorénavant. - Outil utilisé le plus souvent par des territoires peu intégrés en termes de compétences (l'EPCI est alors plus un outil de redistribution de la richesse envers les communes) ou lorsque les situations financières sont très hétérogènes. - Impact important sur l'épargne communautaire et peu sur les communes vu le nombre. - Ainsi, 200K€ de DSC représenterait une baisse de 10 de l'épargne brute mais 5.000€ par commune

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité

	Mécanisme	Conditions d'adoption	Impact sur le budget	Commentaires
Répartition dérogatoire du FPIC	Selon le droit commun, le FPIC est réparti entre la CCPH et les communes au prorata du CIF puis entre communes selon le potentiel financier. Il est possible de déroger de deux manières : - répartition dérogatoire à + ou – 30% du droit commun. La ventilation entre les communes membres est opérée, elle, en fonction au moins de la population et d'indicateurs faisant appel aux notions de revenu par habitant et de richesse fiscale réelle ou potentielle. Des critères complémentaires peuvent être ajoutés - Répartition libre selon les critères librement choisis	Dérogatoire à + ou - 30% : Deux tiers du conseil communautaire Libre : unanimité du conseil communautaire ou 2/3 du conseil communautaire et majorité dans chaque commune	Dépense de Fonctionnement pour la CC et recette de fonctionnement pour les communes	- La répartition dérogatoire est peu utilisée car elle génère forcément des gagnants et des perdants. - La répartition libre requiert une unanimité du territoire. - Comme pour la DSC, les répartitions libres sont utilisées le plus souvent par des Communautés exerçant peu de compétences et disposant de marges de manœuvre en fonctionnement très importantes. - Le coût serait important pour la Communauté et le gain faible pour les communes au regard de leur nombre.

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Exemple de DSC ou prise en charge FPIC de 200 K€

		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	Sans DSC	1 544 847	2 312 872	2 095 191	2 049 194	2 039 698	2 087 672	2 123 797
Epargne brute	Avec DSC	1 544 847	2 312 872	2 095 191	1 849 194	1 809 698	1 858 788	1 896 063
Taux épargne brute	Sans DSC	8,85%	12,26%	11,04%	10,70%	10,48%	10,58%	10,62%
Taux épargne brute	Avec DSC	8,85%	12,26%	11,04%	9,65%	9,30%	9,42%	9,48%
Epargne nette	Sans DSC	1 238 470	2 005 323	1 790 157	1 748 032	1 632 351	1 776 254	1 838 696
Epargne nette	Avec DSC	1 238 470	2 005 323	1 790 157	1 548 032	1 365 135	1 509 038	1 571 480
Ratio de désendettement	Sans DSC	1,2	0,7	0,6	0,4	1,7	1,5	1,4
Ratio de désendettement	Avec DSC	1,2	0,7	0,6	0,5	2,5	2,2	2,0

L'institution d'une DSC conduirait à une baisse de l'épargne de 10% environ et un allongement du ratio de capacité de désendettement.

Pour conserver le même ratio de désendettement, la CCPH devrait réduire ses investissements en 2027 et 2028 de 16% environ.

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité

	Mécanisme	Conditions d'adoption	Impact sur le budget	Commentaires
Fonds de concours	Les fonds de concours sont l'outil privilégié par les territoires dans la mise en place des projets de territoire. Ils présentent l'avantage d'être souples (accord entre CC et commune) et leur fonctionnement est simple : la participation communautaire ne peut dépasser la participation communale. Enfin, ils existent en investissement et en fonctionnement. De plus en plus de collectivités mettent en place des fonds de concours thématiques et distincts selon la population des communes.	Accord entre la commune et la CC Règlement de fonds de concours à prévoir	Dépense d'investissement pour la CC et recette d'investissement pour les communes	- Outil d'impulsion du projet de territoire, le fonds de concours est privilégié par sa souplesse et sa capacité à mettre en œuvre le projet de territoire. - Le règlement de fonds de concours pourrait instaurer des règles simples : • Les thèmes de fonds de concours (rénovation thermique des bâtiments, travaux de transition énergétique, mobilités) • Les critères d'éligibilité (situation financière de la commune, pression fiscale, population...)

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité – Exemple d’une enveloppe supplémentaire de 500K€ des fonds de concours

		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	Sans Fonds de concours	1 544 847	2 312 872	2 095 191	2 049 194	2 039 698	2 087 672	2 123 797
Epargne brute	Avec Fonds de concours	1 544 847	2 312 872	2 095 191	2 049 194	2 009 698	2 058 788	2 096 063
Taux épargne brute	Sans Fonds de concours	8,85%	12,26%	11,04%	10,70%	10,48%	10,58%	10,62%
Taux épargne brute	Avec Fonds de concours	8,85%	12,26%	11,04%	10,70%	10,33%	10,44%	10,48%
Epargne nette	Sans Fonds de concours	1 238 470	2 005 323	1 790 157	1 748 032	1 632 351	1 776 254	1 838 696
Epargne nette	Avec Fonds de concours	1 238 470	2 005 323	1 790 157	1 748 032	1 565 135	1 709 038	1 771 480
Ratio de désendettement	Sans Fonds de concours	1,2	0,7	0,6	0,4	1,7	1,5	1,4
Ratio de désendettement	Avec Fonds de concours	1,2	0,7	0,6	0,4	2,2	2,0	1,8

Nom	Dépenses investissement cumulées 2018-2023	Moyenne annuelle	Enveloppe fonds de concours	
Total	57 885 562	9 647 594	500 000	5%

500K€ de fonds de concours (fléchés sur les orientations du projet du territoire) représentent 5% des dépenses d’équipement communales sur la période 2018-2023

Quelles pistes pour un pacte financier et fiscal de solidarité

	Mécanisme	Conditions d'adoption	Impact sur le budget	Commentaires
Partage taxe d'aménagement	La taxe d'aménagement est une taxe communale. Cependant, il est possible de reverser tout ou partie de la TA à l'EPCI (compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences) par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil communautaire. Bien que facultative dans un cas (lorsque la commune perçoit la TA) et obligatoire dans un autre (lorsque l'EPCI perçoit la TA), cette répartition doit être effectuée selon une règle définie par la loi. Le 16° du I de l'article 1379 du CGI et le 5° du II du même article disposent que : « Sur délibérations concordantes, prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A bis, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence ».	Délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil communautaire	Dépense d'investissement pour les communes et recette d'investissement pour la CCPH	- La CCPH représente 39% des dépenses de fonctionnement et 24% des dépenses d'investissement du territoire agrégé (communes et EPCI) - Au regard des compétences exercées par la Communauté en matière d'aménagement, il pourrait être envisagé d'aller au-delà du reversement actuel et pourquoi pas combiner cette augmentation avec une augmentation parallèle des fonds de concours.